

# FACE A SARKOZY ET SON MONDE : RESISTANCE !!

Depuis plusieurs années, on essaie de nous diviser en faisant croire à chacun-e que ses problèmes viennent des autres.: les ouvrier-e-s contre les chômeur-euse-s, les chômeur-euse-s contre les RMIstes, les jeunes des quartiers contre les étudiant-e-s, les français-es contre les immigré-e-s, les jeunes contre les vieux-vieilles, les salarié-e-s du privé contre les fonctionnaires.

Bref, on monte les pauvres contre les pauvres, alors qu'on est tou-te-s dans la même galère. Les véritables responsables sont les représentant-e-s de la politique ultra-libérale mise en œuvre depuis des décennies, et aujourd'hui incarnée par Nicolas Sarkozy.

Prétendre réduire la dette nationale en baissant l'ISF (Impôt Sur la Fortune), l'impôt sur le revenu et les droits de succession, c'est encore une fois favoriser les plus riches aux dépens des plus démunis et de la collectivité. En effet, ces impôts sont avant tout des ressources pour l'état, qui permettent à la population de profiter des services publics (école, santé) et de la protection sociale. Sarkozy substitue à cela une taxe unique payée par tout le monde (type TVA, CSG) indépendamment de leurs revenus. Ce projet menace l'équité entre les citoyen-ne-s, ainsi que leur sentiment d'appartenir à une même collectivité. Or, son fonctionnement est assuré par les fonctionnaires, qui subissent de plein fouet la casse sociale, sous prétexte qu'ils-elles coûtent trop d'argent, alors que la vocation de la fonction publique n'est pas d'être rentable, mais de jouer un rôle d'utilité collective.



Selon Sarkozy, le travail rend libre et digne, et il nous propose de «travailler plus pour gagner plus.» notamment en élargissant les possibilités de faire des heures supplémentaires. Dans les faits, est-ce que les salarié-e-s pourront choisir librement d'effectuer des heures supplémentaires, uniquement quand ils le souhaitent.? En réalité, on peut penser que la demande viendra des patron-ne-s qui n'hésiteront pas à exercer une certaine pression sur les salarié-e-s. Le contrat unique qui est sur le point d'être mis en place va aggraver la précarité des salarié-e-s en facilitant les conditions de licenciement. D'autre part, Sarkozy remet dangereusement en question le droit de grève, qui est un acquis social fondamental, par l'instauration d'un service minimum, d'un vote à bulletin secret au bout de huit jours dans les entreprises en grève, et de l'obligation pour les salarié-e-s de prévenir quarante-huit heures à l'avance qu'ils-elles vont se mettre en grève. La liberté dont on nous parle est toujours plus celle des patron-e-s, et en aucun cas celle des salarié-e-s.; de plus, on voit mal comment les entreprises vont réussir à embaucher plus si chacun-e de leurs salarié-e-s travaille plus.



L'autonomie des universités va remettre en cause l'égalité de traitement par des frais d'inscription croissants, ainsi que le libre accès au savoir par une orientation professionnelle précoce (dès la classe de seconde). Cette autonomie va de pair avec une recherche de financement auprès d'entreprises privées, qui ne sont pas sans contrepartie, puisque les entreprises interviendront sur le contenu des programmes et la publication des recherches (cf. partenariat Andra-Nancy Université signé en février). De plus, la réforme des critères d'attribution des bourses va prendre en compte l'assiduité et le mérite, ce qui pénalisera en premier lieu les étudiant-e-s salarié-e-s. L'université doit être ouverte à tou-te-s, y compris aux jeunes issu-e-s des couches les plus populaires, et doit fournir un savoir indépendant des intérêts économiques.

La peur de l'autre a été utilisée par Sarkozy pour mettre en place une politique du tout sécuritaire lorsqu'il était ministre de l'intérieur (lois CESEDA et sur la prévention de la délinquance, à partir de trois ans). Désormais, en tant que président, il souhaite mettre en cause l'indépendance de la justice en fixant une peine planchée au bout de trois récidives et en supprimant les peines avec sursis. Sa politique ultra-sécuritaire, menée depuis plusieurs années, associe des lois de plus en plus strictes à des sanctions de plus en plus dures. Par cet acte, il augmenterait le nombre de détenu-e-s en milieu carcéral, pourtant déjà si surchargé. D'autre part, son futur ministère de l'immigration et de l'identité nationale remet gravement en cause le droit à la libre circulation des personnes et à l'autodétermination des peuples. Le pillage des forces de travail et des élites internationales va être permis par le principe de l'immigration choisie.

La politique ultra-libérale, impulsée depuis des années par les élites et aujourd'hui par Sarkozy engendre de nombreuses contestations. En réponse à cela, les médias de masse et l'idéologie dominante viennent criminaliser les mouvements sociaux. De nombreuses arrestations, tant arbitraires que discriminantes, ont lieu à chaque manifestation (comme c'était déjà le cas lors du mouvement des banlieues de novembre 2005 et pendant le mouvement dit « anti-C.P.E. »). De ce fait, et pour que la contestation continue à exister, nous soutenons toutes les personnes inculpées alors qu'elles ne faisaient que défendre leurs droits, et nous exigeons leur libération immédiate.

Le 16 mai, Sarkozy prend sa fonction de président de la République, tou-te-s ensemble, montrons que nous refusons son monde !



MANIFESTATION  
MERCREDI 16 MAI 18H  
PLACE STAN

Le Collectif de  
Resistance  
Nanceien